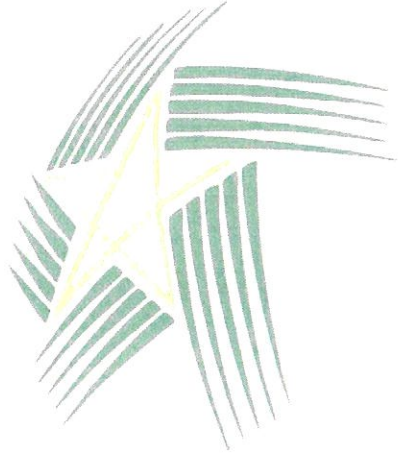


والوقاية من الرشوة ومعاربتها



N° 02/2026

REGLEMENT DE CONSULTATION

**ETUDE RELATIVE À L'ÉLABORATION D'UNE CARTOGRAPHIE DES
RISQUES DE CORRUPTION DANS TROIS DOMAINES DU SECTEUR DE
LA SANTÉ, EN LOT UNIQUE**



Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE.....	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	9
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 12 : DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	10
ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUSSIONNAIRES	10
ARTICLE 14 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	14
ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	15
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	15
ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	15
ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT	15
ANNEXE 1 : Modèle de CV	17



ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ayant pour objet : **Etude relative à l'élaboration d'une cartographie des risques de corruption dans trois domaines du secteur de la Santé, en lot unique.**

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

1. Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
2. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le modèle de l'acte d'engagement ;
4. Le modèle du bordereau du prix global ;
5. Le modèle de la décomposition du montant global ;
6. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
7. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du règlement précité, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du règlement précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 4 du paragraphe I-2 de l'article 23 du règlement précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y sont apportées ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans respecter le délai de sept (7) jours visé ci-dessus ;
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) ou du site web de l'INPPLC (<http://www.inpplc.ma/>).

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout autre moyen pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent potentiel dans le portail des marchés publics et dans le site web de l'INSTANCE.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet de l'appel d'offres

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
- Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes qui ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 150 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du Règlement précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique comme suit :

A- Le dossier administratif comprenant :

I. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique ou d'un auto-entrepreneur agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de ladite société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
2. La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du Règlement fixant les règles et les modes de passation des marchés de l'INPPLC ;
3. Le cautionnement provisoire constitué par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté de la Ministre des Finances n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics : la constitution et la restitution des garanties pécuniaires s'effectuent par voie électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes prévues au niveau de l'article 148 du règlement précité.
4. Pour le groupement, la convention constitutive du groupement, prévu à l'article 148 du Règlement précité ou sa copie certifiée conforme.



5. Cette convention doit indiquer notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations, conformément à l'article 148 du Règlement précité.
6. **Lorsque le concurrent est un établissement public**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1 du I-A du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
7. **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 1), 2) et 3) de l'alinéa 1 du I-A du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
8. **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur**, il doit fournir, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1) du I-A du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

II. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du Règlement précité :

1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
3. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
4. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

5. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que pour les établissements publics soumis à l'impôt.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production au maître d'ouvrage des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

6. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :



- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 27 du Règlement précité.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

7. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production au maître d'ouvrage de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

B- Un dossier technique comprenant :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
2. Les attestations de références dans le domaine des enquêtes et sondages originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les Maîtres d'Ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation doit préciser notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet du présent appel d'offres aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. **A cet effet, les concurrents doivent fournir les pièces suivantes :**

- 1. Expériences du soumissionnaire** dans la conduite (collecte, traitement et analyse des données) des études quantitatives et qualitatives (enquêtes et autres) sur des projets similaires en relation avec le domaine objet de l'étude et dans la conduite des études et projets en relation avec l'élaboration des cartographiques de risques de corruption (assorti



de recommandations et un plan d'action opérationnel) ou une thématique similaire à caractère socioéconomique ;

2. La méthodologie de travail : A fournir sous forme d'une note détaillant la méthodologie et la démarche que le prestataire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les différentes prestations, objet du marché découlant du présent appel d'offres. La note doit présenter :

- a. La compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux de la prestation objet du présent appel d'offres ;
- b. Les approches proposées pour la réalisation des prestations, répondant aux impératifs d'ordre méthodologique définis à l'article 41 du CPS, tout en illustrant le contenu des phases et des étapes d'exécution, l'organisation des activités et les moyens mis en œuvre pour garantir la fiabilité des résultats.

3. Le planning et chronogramme d'affectation des tâches : A fournir sous forme d'une note décrivant le planning et le chronogramme détaillé de toutes les activités relatives aux prix du CPS du présent appel d'offres. La note doit inclure :

- a. Un planning de travail détaillant les réalisations de l'ensemble des prestations et phases du marché dans le délai fixé par le CPS ;
- b. Un chronogramme faisant ressortir les activités relatives à chaque phase du marché et l'affectation nominative de chaque membre de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations objet du marché en indiquant les tâches qui lui sont assignées et la durée d'intervention au niveau de chaque étape du marché.

4. L'équipe à affecter à la réalisation des prestations :

L'équipe doit comprendre les profils suivants, avec une expérience solide et des références éprouvées :

- **Un Directeur de projet**, qui sera en charge de la coordination de l'ensemble des prestations et sera l'interlocuteur du maître d'ouvrage en matière d'exécution de la prestation ;
- **Un expert dans le domaine de la santé** (cadre réglementaire et institutionnel, politiques publiques de santé, gestion du système de santé, économie de la santé...) ;
- **Un expert en études quantitatives et qualitatives** avec des références dans des projets similaires en matière de conduite, d'analyse et de traitement des données issues des enquêtes, des entretiens, des focus groupes, des ateliers de travail... ;
- **Un expert en gestion et maîtrise des risques.**

Le directeur de projet et les experts doivent :

- Avoir une expérience reconnue dans la réalisation des travaux en relation avec les profils demandés.
- Avoir un diplôme Bac+5 ou équivalent.
- Avoir une expérience minimale de 10 ans.

Le concurrent doit fournir les CV détaillés des membres de l'équipe à affecter à la réalisation des prestations (Directeur de projet + les trois experts visés ci-dessus). Ces CV doivent être originaux, signés par les membres de l'équipe proposée et signés et cachetés par le concurrent et ce, selon le modèle en annexe, tout en précisant les diplômes, les qualifications, le degré de spécialisation et d'expérience. Le concurrent doit présenter dans ce cadre, les copies certifiées conformes aux originaux des diplômes.

5. Les attestations de travail, justifiant l'ancienneté du directeur de projet et des 3 experts, portant toutes les informations nécessaires pour apprécier l'ancienneté des profils proposés.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIÈRE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a. Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint :
 - Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres ;
 - En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC ;
- b. Un bordereau du prix global ;
- c. La décomposition du montant global.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement précité, le dossier à présenter par chaque concurrent contient trois enveloppes distinctes : :

- a. La première enveloppe contient, outre les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « *lu et accepté* » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b. La deuxième enveloppe contient l'offre technique ;
- c. La troisième enveloppe contient l'offre financière.

Conformément à l'article 12 du Chapitre 4 de l'arrêté du MEF n° 1692-23 du 4 hijr 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les pièces produites par le concurrent sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

NB : Sous peine d'élimination, toute pièce déposée sur le portail doit être signée séparément (pièce par pièce) par le certificat de signature électronique.

ARTICLE 12 : DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 135 du Règlement précité et de l'arrêté n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être envoyés par voie électronique via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Tout pli déposé électroniquement peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions que le dépôt des plis initiaux.

ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

La séance d'ouverture des plis se tient au lieu, jour et heure prévus au niveau de l'avis de l'appel d'offres. L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44, 136 et 144 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et du chapitre 04 de l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023.

ARTICLE 14 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera 3 phases comme suit :

1. Analyse des dossiers administratif et technique ;
2. Analyse des offres techniques ;
3. Analyse des offres financières.

Les offres seront examinées en trois phases conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43, 44, 136 et 144 du Règlement précité.

Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Règlement précité. Cette phase se conclut par :

- Soit l'acceptation du dossier du concurrent ;
- Soit le rejet du dossier du concurrent pour non-conformité avec le dossier d'appel d'offres.

Phase 2 : Evaluation des offres techniques

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1. Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison des offres proposées par les candidats par rapport aux spécifications exigées.

A. Critères d'évaluation de la qualité technique des offres

Une note technique N_t ($N_t = C_1 + C_2 + C_3 + C_4$) sur 100 points sera attribuée à chaque concurrent sur la base du système de notation suivant :

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note	Points maximum
C1	Expériences du soumissionnaire	20%	20
C2	Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution	30%	30
C3	Planning et chronogramme d'affectation des tâches	10%	10
C4	Qualifications et compétences de l'équipe proposée	40%	40
Total		100%	100%

1- Expériences du soumissionnaire : C1

1	<u>Expériences du soumissionnaire dans la conduite (collecte, traitement et analyse des données) des études quantitatives et qualitatives (enquêtes et autres) sur des projets similaires :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 5 attestations de références : 07 points • Entre 3 et 5 attestations de références : 04 points • 1 à 2 attestations de références : 02 points • Pas de références : 0 points 	07
2	<u>Expériences du soumissionnaire dans la conduite des études et projets en relation avec l'élaboration des cartographiques de risques de corruption (assorti de recommandations et un plan d'action opérationnel) ou une thématique similaire à caractère socioéconomique :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 5 attestations de références : 08 points • Entre 3 et 5 attestations de références : 05 points • Entre 1 et 2 attestations de références : 03 points • Pas de références : 0 points 	08
3	<u>Expériences du soumissionnaire dans la conduite des études et projets en relation avec les domaines du secteur de la santé objet de l'étude (Les prestations de services de santé (parcours du patient), la chaîne des valeurs des produits de santé dont notamment les médicaments, le secteur de soins privé de la santé (cliniques et cabinets médicaux) et sa dynamique de fonctionnement :</u> <ul style="list-style-type: none"> • 1 point par référence (maximum 5 références) 	05
Total C1		20

2- Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution : C2

1	<u>Degré de compréhension du contexte, des enjeux de l'étude et les tâches à réaliser</u> <ul style="list-style-type: none"> • Bonne : 10 points • Assez Bonne : 08 points • Moyenne : 04 points • Insuffisante : 0 point 	10
---	---	----

2	<u>Qualité de la méthodologie proposée et degré de conformité au CPS de l'étude</u> <ul style="list-style-type: none"> Méthodologie pertinente, bien élaborée et alignée avec les objectifs et les impératifs de l'étude : 20 points Méthodologie pertinente, peu élaborée et alignée avec les objectifs et impératifs de l'étude : 15 points Méthodologie simple, peu élaborée avec une reprise des propositions du CPS : 5 points Méthodologie non conforme ne répondant pas aux exigences du CPS : 0 point 	20
Total C2		30
3- Planning et chronogramme d'affectation des tâches : C3		
1	<u>Planning et ordonnancement des tâches :</u> <ul style="list-style-type: none"> En adéquation avec les délais de réalisation requis : 5 points Non-respect des délais requis : 0 point 	5
2	<u>Adéquation du plan des charges avec les compétences, les profils et les missions :</u> <u>Degré de détail du chronogramme d'affectation des experts :</u> <ul style="list-style-type: none"> Cohérent et bien détaillé : 5 points Cohérent et assez détaillé : 3 points Incohérent ou imprécis : 0 point 	5
Total C3		10
4- Qualifications et compétences du personnel proposé : C4		
• Directeur de projet	<u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> Formation académique : <ul style="list-style-type: none"> Diplôme > Bac + 5 : 10 points Bac + 5 ou équivalent : 05 points Diplôme < Bac + 5 : Ecarté Qualification complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> Certification en gestion de projets (PMP, PRINCE2 ou équivalent) : 04 points Aucune certification : 0 pts 	14
	<u>Expérience professionnelle :</u> <ul style="list-style-type: none"> <u>Dans la réalisation de projets similaires ou à caractère socioéconomique :</u> <ul style="list-style-type: none"> 5 références ou plus : 15 points 3 ou 4 références : 10 points 1 ou 2 références : 05 points Pas de références : 0 pts <u>Expérience d'intervention dans d'autres pays ou avec des organismes internationaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> 1 expérience : 1 point 2 expériences : 3 points 3 expériences : 5 points 	20
Si l'expérience professionnelle du Directeur de projet est inférieure à 10 ans : Ecarté		

<ul style="list-style-type: none"> Un expert dans le domaine de la santé (cadre réglementaire et institutionnel, politiques publiques de santé, gestion du système de santé, économie de la santé...) 	<u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> Formation académique : <ul style="list-style-type: none"> Diplôme > Bac + 5 : 10 points Bac + 5 ou équivalent : 05 points Diplôme < Bac + 5 : Ecarté Qualification complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> Maîtrise en santé publique, Administration de la santé ou Management hospitalier (ou équivalents) : 04 points Aucun diplôme spécialisé : 0 point 	14
	<u>Expérience professionnelle :</u> <ul style="list-style-type: none"> 5 références ou plus : 15 points 3 ou 4 références : 10 points 1 ou 2 références : 05 points Pas de références : 0 pts 	20
	<u>Expérience d'intervention dans d'autres pays ou avec des organismes internationaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> 1 expérience : 1 point 2 expériences : 3 points 3 expériences : 5 points 	
Si l'expérience professionnelle de l'expert dans le domaine de la santé est inférieure à 10 ans : Ecarté		
<ul style="list-style-type: none"> Un expert en études quantitatives et qualitatives avec des références dans des projets similaires en matière de conduite, d'analyse et de traitement des données issues des enquêtes, des entretiens, des focus groupes, des ateliers de travail... 	<u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> Formation académique : <ul style="list-style-type: none"> Bac + 5 ou équivalent : 10 points Diplôme < Bac + 5 : Ecarté Qualification complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> Certification ou formation spécialisée en analyse de données, ou en conception et conduite d'enquêtes à caractère socioéconomiques : 03 points Aucune certification/formation : 0 pt 	13
	<u>Expérience professionnelle</u> <ul style="list-style-type: none"> 5 références ou plus : 15 points 3 ou 4 références : 10 points 1 ou 2 références : 05 points Pas de références : 0 pts 	15
Si l'expérience professionnelle de l'expert en études quantitatives et qualitatives est inférieure à 10 ans : Ecarté		
<ul style="list-style-type: none"> Un expert en gestion et maîtrise des risques 	<u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> Formation académique : <ul style="list-style-type: none"> Bac + 5 ou équivalent : 10 points Diplôme < Bac + 5 : Ecarté Qualification complémentaire : <ul style="list-style-type: none"> Certification reconnue en gestion et maîtrise des risques (ISO 31000, ISO 37001, COSO ou équivalent) ou formation spécialisée en audit et cartographie des risques : 04 points Aucune certification/formation : 0 pts 	14
	<u>Expérience professionnelle</u> <ul style="list-style-type: none"> 5 références ou plus : 15 points 3 ou 4 références : 10 points 1 ou 2 références : 05 points Pas de références : 0 pts 	15
Si l'expérience professionnelle de l'expert en gestion et maîtrise des risques est inférieure à 10 ans : Ecarté		
Total obtenu (1)		125
Total C4 : La note des qualifications et compétences du personnel proposé est égale au total obtenu (1) multiplié par la fraction 40/125		40

B. Motifs d'élimination des offres techniques

Sera écarté tout concurrent :

- Ayant proposé le **même intervenant** pour deux profils différents ;
- N'ayant pas présenté l'une des **pièces exigées** dans l'offre technique ;
- N'ayant pas présenté l'un des **profils exigés** ;
- Ayant présenté dans l'équipe du projet, un directeur du projet ou des experts, ayant des **diplômes de niveau inférieur à bac + 5 et/ou une expérience inférieure à 10 ans** ;
- Toute offre sera écartée si le prestataire propose des échantillons (pour toutes les cibles) **non représentatifs et ne respectant pas les tailles minimales** ;
- N'ayant pas présenté les **copies certifiées conformes à l'originale des diplômes** des profils spécifiés ;
- Ayant obtenu une note technique inférieure à **70 points**.

Phase 3 : Analyse financière des offres

A- Analyse financière

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 2.

Pendant cette 3^{ème} phase :

La commission écarte, selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 du règlement des marchés précité, les offres financières jugées excessives et, éventuellement, les offres financières anormalement basses.

Ensuite, l'évaluation financière des offres sera faite en attribuant une note financière (NF) sur 100 à chaque candidat selon la formule ci-dessous :

$$\text{NF du soumissionnaire} = \frac{\text{Montant de l'offre du moins disant}}{\text{Montant de l'offre considérée}} * 100$$

B- Analyse technico-financière

La note finale de chaque prestataire sera calculée en faisant la somme de 75% de la note technique et 25% de la note financière.

NOTE globale = (75% * NOTE TECHNIQUE + 25% * NOTE FINANCIERE)

Le prestataire ayant obtenu la note GLOBALE la plus élevée sera déclaré attributaire du marché.

ARTICLE 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date fixée par ce dernier, resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Lorsque les concurrents non installés au Maroc participent aux marchés de travaux, de fournitures et aux marchés de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

Dans ces conditions, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%).

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au groupement, lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement, telle qu'indiquée sur l'acte d'engagement, est égale ou supérieure à trente (30%) pour cent.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions du point 5 de l'alinéa 2 de l'article 21 du Règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents. Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication pouvant donner date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser trois (03) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq (05) ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui sont restitués aux concurrents éliminés dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la date d'envoi de la lettre visée à l'alinéa 1 du présent article.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnités si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

Règlement de consultation

Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

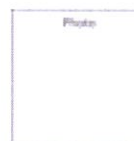
Appel d'offres ouvert sur offre de prix n° : 02/2026

Objet : Etude relative à l'élaboration d'une cartographie des risques de corruption dans trois domaines du secteur de la Santé, en lot unique.

<p><u>Dressé par :</u></p> <p>Directeur de l'Observatoire de l'Instance Amine EL BASRI</p> <p>Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC</p>	<p><u>Vérifié par :</u></p> <p>Chef de Département Budget et Ressources Financières Moulay Abdellah OUMAMI</p> <p>Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC</p>
<p><u>Cachet et signature de l'INPPLC</u> (Maître d'ouvrage)</p> <p>Pour le Président et Par Délégation Secrétaire Général Ahmed LAAMOURI</p> <p>Instance Nationale de la Probité de la Prévention Et de la Lutte Contre la Corruption INPPLC</p>	<p><u>Signature du concurrent</u> <i>(Nom, Prénom et Qualité du signataire avec le mention manuscrite « Lu et accepté »)</i></p>

ANNEXE 1 : Modèle de CV

ANNEXE 1 : MODELE DE CURRICULUM VITAE



Profil proposé au sein de l'équipe :

Nom et Prénom :

Date de naissance :

Nationalité :

Numéro de tél :

Adresse e-mail :

Emploi actuel :

Ancienneté dans le présent emploi :

Nombre de projets réalisés en relation avec l'objet de l'appel d'offres :

Nombre d'années d'expériences dans le domaine objet de l'appel d'offres :

Principales qualifications :

Indiquer en résumé l'expérience de l'intervenant qui se rapporte avec les tâches qui lui seront affectés dans l'équipe proposée.

Formation (diplômes et certifications)

Citer les diplômes et éventuellement les certificats obtenus en commençant par les plus récents.

Indiquer brièvement les établissements universitaires et les institutions d'enseignements spécialisés fréquentés avec le nom exact de l'établissement (éviter les abréviations).

Expérience professionnelle :

Indiquer les différents emplois et postes occupés par l'intervenant ayant un rapport direct avec l'objet du présent appel d'offres, en précisant les dates, le nom des employeurs successifs, le titre de la fonction assumée, le nombre d'année d'expérience, le nombre de projets réalisés similaires à celui objet de l'AO et le lieu d'emploi.

Projets réalisés en relation avec l'objet de l'appel d'offre :

Liste des projets réalisés					
Projet	Organisme	Durée	Année	Fonction assumée	Budget du projet

Langues :

Date et signature de l'intervenant

Date et signature de la société